

au nom du temps qui presse

<.... (TS)> nous publions ci-dessous une lettre parmi d'autres, en l'occurrence celle d'un camarade de Marseille à propos de l'article de Jean Le Garrec (N°621 « au nom du temps qui presse ») et la réponse de celui-ci

On peut, certes oui, au nom du temps qui presse, voter et faire voter, au deuxième tour des présidentielles, pour le candidat unique de la Gauche.

On peut toujours encore, et de la même façon, barrer la route au conservateur, dans chaque circonscription, au second tour des législatives. C'est le vieux réflexe politique dit de « discipline républicaine » et il reste d'actualité.

Mais au nom du « temps qui presserait », conduire le PSU à orienter ses forces vives pour renforcer un certain courant autogestionnaire dont l'axe politique majeur serait, bien entendu, le PS, n'est-ce pas là se fourvoyer dangereusement ?

Qu'y a-t-il réellement comme possibilité vraie de recherche d'une société socialiste autogestionnaire au sein du PS, mis à part le CERES ? Et qui affirmera sérieusement que l'appareil du parti où figurent notamment Defferre, Emile Loo, Mauroy et nombre d'autres anciens de la SFIO, peut accepter une telle évolution ?

Le style de la dernière campagne où l'on a vu cependant Mitterrand ouvrir son brain-trust de la Tour Montparnasse à d'autres que ses amis majoritaires au sein du PS, a bien fait mesurer l'écart entre les images souvent lénifiantes données de la Gauche et le message dont étaient porteurs tous les militants, tous les travailleurs qui se sont reconnus dans les actions de contrôle ouvrier menées depuis mai 68.

Comment ces derniers qui ont consenti aux ruptures vraies qu'implique un engagement révolutionnaire, pourraient-ils envisager aujourd'hui, au nom du temps qui presse, de mobiliser leurs forces pour un combat politique qui ne changera aucun des fondements de l'actuelle société ?

ah la « gôche »...

Pas plus qu'ils n'ont accepté à Lip, à Noguères, à Cerizay, au Joint Français et ailleurs les décisions prises sans eux dans les cénacles du Ministère, des P.D.G. ou des appareils syndicaux, ils ne se reconnaissent non plus, quotidiennement, à travers les mille et une manifestations d'une organisation sociale qu'ils réprouvent et où ils se heurtent souvent même, au niveau de la décision, à des responsables qui, idéologiquement, se réclament de la Gauche : parents d'élèves invités à venir avaliser des décisions de conseil de classe ou de conseil d'administration ; maîtres auxiliaires ou agents de service qui attendront encore longtemps d'être considérés comme « à part entière » au milieu de gens bardés de diplômes ; travailleurs dont les voix sont précieuses un jour d'élection, mais jamais associés à aucune responsabilité réelle, pas plus dans les entreprises que dans les administrations ; habitants de quartiers populaires qui doivent subir un environnement et des décisions d'urbanisation, y compris dans des villes dites « socialistes », un peu comme les paysans du XVII^{ème} voyaient arriver, résignés, la peste et la famine ; militants soucieux d'une prise de conscience de l'opinion publique et qui voient de quelle façon la presse, y compris tel organe « de gauche », par démagogie ou par manque de lucidité politique, donne dans le « sensationnel », sacrifie à l'exaspération épidermique de la foule à l'occasion d'un assassinat d'enfant, mais fera le silence dès que des corps constitués ou des notables seront en cause.

Il s'agit de remises en question qui portent sur l'exercice du pouvoir, sur la forme que revêt l'autorité, sur le niveau des centres de décision, sur les fondements des hiérarchies, sur le profit comme moteur, sur le savoir, la sexualité, les concepts de discipline et d'ordre. Elles affirment

la primauté de la lutte des classes dans l'action quotidienne. Elles s'attaquent aux bases mêmes de l'actuelle société... et tant d'hommes dits de gauche, même s'ils ne comptent qu'une minorité d'énarques, s'y sont si bien installés...

Pour faire avancer de telles prises de conscience, s'agit-il alors « de prôner pour autant un combat marginal et solitaire ? Certes, non. Et le PSU avec les formations qui se réclament comme lui de l'autogestion socialiste et s'accordent sur l'essentiel des orientations de Toulouse, a des liens privilégiés à nouer et une forme d'organisation politique à créer. Il lui faut aussi imaginer des structures de dialogue et d'échanges avec la Gauche traditionnelle. Et il aura sa place dans une rencontre, à l'automne, des forces socialistes. Incontestablement.

Mais s'il est bien réel que ces forces socialistes actuelles sont aussi traversées de nombre de contradictions et loin d'être d'accord, au-delà

des déclarations idéologiques, sur l'essentiel de la société à promouvoir; s'il est bien réel que la majorité d'entre elles ont dans le pays une base à dominante sociale-démocrate et qu'un tel poids est synonyme de récupération politique quasi-inévitable et de confiscation d'un capital de lutte et d'avancée du mouvement ouvrier, alors il importe de refuser pour le PSU toute entrée dans une formation politique plus vaste qui aliénerait son indépendance.

Le « temps qui presse » commande peut-être aussi aux militants attachés justement à cet autre socialisme qu'ils tentent d'édifier depuis notamment six ans, de ne pas céder au vertige électoraliste des treize millions de suffrages de Mitterrand.

L. QUINQUIS

notre responsabilité

● La lettre du camarade de Marseille est certainement révélatrice d'une opinion assez largement répandue dans le parti. Je serais d'ailleurs prêt moi-même à en signer tous les considérants qui n'ont rien de contradictoire avec mon article d'il y a trois semaines. Comment en effet ce camarade pourrait-il imaginer que moi-même ainsi que tous mes camarades du Bureau national du PSU soient brutalement atteints de l'étrange folie qui consisterait à rejeter ce pourquoi nous avons toujours combattu, ce pourquoi nous avons sans cesse dépensé notre temps et nos forces ! En particulier, ce camarade a raison de rappeler que le PSU doit rester fidèle aux orientations définies par le manifeste voté au congrès de Toulouse. J'ajoute pour ma part que le premier à défendre le manifeste de Toulouse est bien l'actuel Bureau national puisque c'est lui qui l'a écrit pour une part importante ; à cet égard, un des moindres paradoxes de la situation interne du parti aujourd'hui n'est pas de voir certains camarades qui ont exprimé de fortes réticences sur ce manifeste, lors de son adoption, venir l'opposer maintenant à ceux qu'ils accusent de le trahir alors qu'ils en sont les auteurs !

Qu'il soit donc clair que je n'accepterai jamais de participer à une nouvelle structure politique qui ferait table rase de l'acquis de toutes les luttes que le PSU a menées. Au contraire, ce dont il est question, à l'heure actuelle, et dont la grande presse rend compte d'une façon parfois tendancieuse, c'est de créer les conditions du débat et d'une large confrontation avec des militants engagés ou non dans des organisations politiques et cela sur les thèmes essentiels de l'unité populaire et du socialisme autogestionnaire. Il n'y a là aucun « vertige électoraliste », mais la volonté de contribuer à donner au mouvement socialiste la structure politique la plus apte à affronter victorieusement la bourgeoisie. Nous n'avons pas le droit, en tant que militant politique, de ne pas nous affronter à ces problèmes et de laisser le champ libre à la droite et aux organisations réformistes, en remettant à plus tard, toujours à plus tard, comme si la droite n'avait pas l'art d'utiliser admirablement le temps. Je suis d'accord sur l'analyse que fait le camarade de Marseille des ambiguïtés de la « gôche » et nous pourrions en rajouter, mais il est de notre responsabilité d'utiliser toutes les occasions favorables pour faire éclater les contradictions et contribuer ainsi à l'avancée collective du mouvement ouvrier.

Jean Le Garrec ■